

C2021/12 – Note d'information 1

Organisation de la quarante-deuxième session de la Conférence

1. La présente note d'information vise à apporter des éclaircissements quant aux procédures recommandées pour la quarante-deuxième session de la Conférence de la FAO, en réponse aux questions posées par certains Membres sur certains aspects juridiques et procéduraux de cette session.

Mode virtuel

2. Il est rappelé que le Conseil a décidé, à sa cent soixante-sixième session, que la quarante-deuxième session de la Conférence se tiendrait du 14 au 18 juin 2021, en mode virtuel, compte tenu des conséquences de la pandémie de covid-19. Ainsi qu'il ressort du paragraphe 28 du rapport du Conseil (CL 166/REP), cette décision a été prise en application du paragraphe 1 de l'article premier du Règlement général de l'Organisation (RGO), qui permet au Conseil de décider, dans des cas exceptionnels, qu'une session ordinaire de la Conférence se tienne en un lieu différent du siège de l'Organisation¹. Ainsi, la Conférence ne doit prendre aucune décision concernant la tenue en ligne de sa quarante-deuxième session.

Prise de décisions au moyen de modalités de vote spéciales

3. Compte tenu des indications données par les Membres, les procédures régissant la prise de décisions doivent se conformer, dans toute la mesure possible, aux Textes fondamentaux et aux pratiques établies. Ainsi qu'il ressort du paragraphe 17 de l'article XII du RGO, la plupart des décisions prises par la Conférence sont adoptées par consentement général sans recours à un vote formel, une pratique que l'on peut appliquer au mode virtuel. En outre, le paragraphe 8 de l'article XII définit la procédure pour un vote par appel nominal effectué par voie électronique (vote nominal), que l'on peut appliquer dans le cadre de la quarante-deuxième session de la Conférence. Ainsi, le vote au scrutin secret est le seul processus de prise de décision qui nécessite des procédures spéciales, étant entendu que, pour les autres aspects de la réunion, on suivra les procédures habituelles, mais par l'intermédiaire de la plateforme Zoom.

4. À cet égard, le Conseil a recommandé à la Conférence d'examiner, pour approbation, en vue de leur application à sa quarante-deuxième session à titre exceptionnel, sans créer de précédent et de manière ponctuelle, soit un vote en présentiel par scrutin secret sur rendez-vous, soit un vote en ligne au moyen d'un système de vote électronique, soit une solution hybride alliant ces deux options. Il a également demandé au Secrétariat de poursuivre les préparatifs des options conformes aux Textes fondamentaux, comme indiqué à l'article XII.

5. En conséquence, le Secrétariat a établi le document C 2021/12 intitulé *Organisation de la quarante-deuxième session de la Conférence* qui décrit, en particulier, les trois options susmentionnées pour les procédures de vote spéciales (vote en ligne, en présentiel ou hybride), en gardant à l'esprit la nécessité de garantir le secret absolu du scrutin et le droit souverain de tous les Membres de voter, comme l'a souligné le Conseil.

6. Du point de vue de la procédure juridique, compte tenu du fait que la Conférence doit s'acquitter de ses fonctions d'organe suprême de la FAO pour permettre à l'Organisation de continuer à s'acquitter de son mandat, que la Conférence doit répondre à des circonstances exceptionnelles et qu'il est impossible de suivre les procédures normales, il est recommandé à la Conférence d'adopter, pour sa

¹ RGO, article premier, paragraphe 1: «La session ordinaire de la Conférence se tient au siège de l'Organisation, en juin, sauf décision contraire de la Conférence lors d'une session antérieure ou décision du Conseil dans des cas exceptionnels...»

quarante-deuxième session, un ensemble de procédures spéciales *ad hoc* pour la prise de décisions reposant sur des modalités de vote spéciales. L'analyse des Textes fondamentaux et les pratiques récentes des autres organismes des Nations Unies confirment également la pertinence de cette approche.

7. Partant, il est recommandé au paragraphe 6 du document C 2021/12 que la Conférence adopte les modalités de vote au moyen d'un **projet de résolution** sur les procédures spéciales pour la quarante-deuxième session de la Conférence, qui figure à l'annexe E dudit document et qui est également joint à la présente note pour plus de facilité.

8. Considérant que la Conférence a le pouvoir d'adopter le RGO, elle a également le pouvoir de suspendre ses règles conformément à l'article XLIX ou de décider d'adopter un autre ensemble de règles *ad hoc* applicables à titre exceptionnel. À cet égard, il est à noter que les circonstances exceptionnelles auxquelles nous faisons face aujourd'hui n'étaient pas présentes au moment où le RGO a été établi. Dès lors, et puisque la Conférence pourrait décider d'adopter un autre ensemble de règles *ad hoc*, il n'est peut-être pas nécessaire que la Conférence décide de suspendre le RGO en vertu de l'article XLIX.

9. Il est à noter que la voie proposée correspond aux décisions prises par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui n'a pas suspendu son règlement intérieur. Au lieu de cela, l'Assemblée générale a adopté, le 27 mars 2020, par une procédure d'approbation tacite, non prévue par son règlement intérieur, la décision 74/544 intitulée *Procédure de prise de décisions applicable à l'Assemblée générale pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)*. Ainsi, partant d'un consensus sur la possibilité de prendre une décision et de reconnaître la validité de celle-ci par une modalité non prévue dans son règlement intérieur, l'Assemblée générale a pu adopter des décisions essentielles pendant la pandémie selon une procédure spéciale d'approbation tacite. Parmi les décisions adoptées selon ces modalités spéciales figure la procédure relative à la tenue d'élections au scrutin secret pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), sans qu'une séance plénière ne soit organisée (décision 74/557).

10. Comme indiqué dans le projet de résolution, la prise de décisions au cours de la quarante-deuxième session de la Conférence sera régie autant que possible par les Textes fondamentaux de la FAO, compte tenu des circonstances extraordinaires qui prévalent. On continuera d'appliquer sans changement les articles pertinents de l'Acte constitutif, s'agissant par exemple du droit de vote (paragraphe 4 de l'article III), tout comme les articles pertinents du RGO relatifs au quorum (paragraphe 2 a) de l'article XII) et au vote par appel nominal effectué par voie électronique (appelé vote nominal en application du paragraphe 8 de l'article XII). Les procédures spéciales prévues dans le projet de résolution sont en fait limitées à la conduite d'un scrutin secret. Avant d'adopter la résolution, les Membres devront décider des modalités de vote (vote en ligne, en présentiel ou hybride) et le texte sera adapté en conséquence et présenté sous sa forme définitive.

Procédure à suivre lors de la quarante-deuxième session de la Conférence

11. En ce qui concerne la procédure à suivre au cours de la Conférence s'agissant d'adopter le projet de résolution, il convient tout d'abord de noter que le Bureau a la responsabilité des questions d'organisation et de procédure de la Conférence, et doit notamment assurer l'expédition des affaires de la session (voir le paragraphe 2 de l'article X du RGO). Dans ce contexte, il est conseillé que le Bureau recommande à la Conférence d'adopter le projet de résolution sur les procédures spéciales pour la quarante-deuxième session de la Conférence, en tant que dispositif *ad hoc* et exceptionnel. Si possible, le Bureau pourrait recommander pour adoption l'option préférée pour les modalités de vote afin que la résolution recommandée pour adoption par la Conférence soit présentée sous sa forme définitive.

12. À l'ouverture de la quarante-deuxième session, le 14 juin 2021, la Conférence se déroulera ensuite comme d'habitude, conformément à l'article VI du RGO. Le Président élu conformément à l'article VIII traitera le point 3 de l'ordre du jour, *Adoption de l'ordre du jour et organisation de la*

session, et invitera, à ce moment-là, la Conférence à approuver la recommandation du Bureau d'adopter la résolution, idéalement par consentement général conformément au paragraphe 17 de l'article XII. En l'absence de consensus, la décision sera prise à la majorité simple, conformément au paragraphe 3 a) de l'article XII. Cette décision pourrait être prise par un vote nominal conformément au paragraphe 7 a) de l'article XII et au paragraphe 8 de l'article XII, étant donné que le vote se ferait par la plateforme Zoom. Ensuite, les travaux de la Conférence se dérouleront conformément au RGO et à toute autre règle applicable énoncée dans les Textes fondamentaux, ainsi qu'aux procédures spéciales *ad hoc* pour toute décision nécessitant un vote à bulletin secret.

13. Je reste à la disposition des Membres pour répondre à toute question concernant les procédures qu'il est recommandé de suivre lors de la quarante-deuxième session de la Conférence.

Donata Rugarabamu

Conseillère juridique
1^{er} juin 2021

Procédures particulières et règles exceptionnelles aux fins de la prise de décisions au moyen de modalités de vote spéciales

Résumé

1. Le Conseil, à sa cent soixante-sixième session, est convenu que la quarante-deuxième session de la Conférence se tiendrait à distance, du 14 au 18 juin 2021, compte tenu des répercussions de la pandémie de covid-19.
2. Le Conseil a également recommandé que la Conférence examine, pour approbation, les modalités spécifiques relatives à des procédures de vote spéciales qui garantiraient le secret absolu du scrutin et le droit souverain de tous les Membres de voter, afin qu'elles soient appliquées, à titre exceptionnel, à sa quarante-deuxième session.
3. La présente *annexe* expose ci-après un projet de résolution présenté pour approbation à la Conférence, à sa quarante-deuxième session, concernant la prise de décisions au cours de cette session organisée à distance.
4. Le projet de résolution traite des trois solutions que le Conseil a recommandé à la Conférence d'examiner pour approbation, à savoir la tenue d'un vote au scrutin secret en personne sur rendez-vous, un système de vote en ligne par l'intermédiaire d'un logiciel externe et un système hybride associant le vote en personne et le vote en ligne grâce à un logiciel externe. Il y est également rappelé que les préparatifs de la quarante-deuxième session de la Conférence consistaient aussi en l'organisation du déroulement d'un vote au scrutin secret conformément aux pratiques établies et à l'article XII du Règlement général de l'Organisation. La Conférence est invitée à approuver une solution qui sera appliquée aux fins du vote à sa quarante-deuxième session; le projet de résolution sera modifié en conséquence.

Recommandation

Le Bureau recommande à la Conférence d'adopter le projet de résolution suivant:

Projet de résolution .../2021

Procédures spéciales pour la quarante-deuxième session de la Conférence

LA CONFÉRENCE:

Affirmant que les procédures de la Conférence sont régies par les dispositions des Textes fondamentaux de la FAO, y compris le Règlement général de l'Organisation (RGO);

Affirmant également que la Conférence, par principe et conformément à l'usage, se réunit en personne, et reconnaissant que l'exception faite à cette règle est motivée uniquement par des circonstances absolument extraordinaires;

Rappelant les circonstances extraordinaires et les contraintes sans précédent créées par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (covid-19);

Rappelant également que le Conseil, à sa cent soixante-sixième session, est convenu, en vertu du paragraphe 1 de l'article premier du RGO, que la quarante-deuxième session de la Conférence se tiendrait à distance, du 14 au 18 juin 2021, compte tenu des répercussions de la pandémie de covid-19, et a recommandé, entre autres:

i) que la Conférence approuve, à sa quarante-deuxième session, les procédures spéciales devant être appliquées à titre exceptionnel, compte tenu de la pandémie de covid-19, dans le cadre de la tenue à distance de la Conférence (telles que définies à l'*annexe B* du document portant la cote C 2021/12);

ii) que la Conférence examine, pour approbation en vue de leur application à sa quarante-deuxième session et à titre exceptionnel, sans créer de précédent et de manière ponctuelle, le vote au scrutin secret en personne sur rendez-vous, le vote en ligne au moyen d'un système de vote électronique ou un système hybride associant le vote en personne et le vote en ligne (tels qu'ils sont exposés à l'*annexe C* du document portant la cote C 2021/12);

Rappelant par ailleurs que le Conseil a également demandé au Secrétariat de poursuivre les préparatifs d'une solution conforme aux Textes fondamentaux, comme indiqué à l'article XII;

LA CONFÉRENCE:

1. **Approuve** les procédures spéciales énoncées dans le présent document et à l'*annexe B* du document portant la cote C 2021/12, à titre exceptionnel et sans créer de précédent qui aurait une incidence sur ses sessions futures, aux fins de la tenue à distance de la quarante-deuxième session de la Conférence;
2. **Confirme** que la prise de décisions au cours de la quarante-deuxième session de la Conférence est régie, dans toute la mesure possible, par les Textes fondamentaux de la FAO, dans les circonstances extraordinaires actuelles;
3. **Rappelant** que chaque État Membre, à la Conférence, est représenté par un délégué et ne dispose que d'une seule voix, conformément aux paragraphes 1 et 4 de l'article III de l'Acte constitutif;
4. **Décide** de procéder à des votes au scrutin secret [en personne et sur rendez-vous au Siège de la FAO et au Bureau de liaison de la FAO à New York] [au moyen d'un système de vote électronique en ligne par l'intermédiaire d'un logiciel externe] [selon une formule associant le vote en personne sur rendez-vous au Siège et un système de vote électronique en ligne par l'intermédiaire d'un logiciel externe];
5. **Décide** que, concernant la procédure de vote au scrutin secret:
 - a. **S'agissant du vote électronique en ligne par l'intermédiaire d'un logiciel externe**
 - i. le délégué et un délégué suppléant, inclus dans les pouvoirs soumis conformément à l'article III, reçoivent le code d'authentification permettant d'accéder à la salle de vote en ligne;
 - ii. les processus visés au paragraphe 10 de l'article XII sont exécutés par voie électronique et les références qui y sont faites aux isoloirs, aux bulletins de vote et aux autres supports documentaires sont considérées comme se rapportant aux procédures de vote et aux données entreposées dans le système de vote électronique en ligne;
 - iii. aux fins de l'alinéa f du paragraphe 10 de l'article XII, les délégués votants reçoivent un message généré par le système électronique en ligne leur demandant de confirmer leur

vote avant que celui-ci ne soit émis de manière définitive;

- iv. à la fin du délai accordé pour le vote, les scrutateurs et le fonctionnaire électoral consignent par écrit le résultat de chaque scrutin tel qu'il a été généré par le système électronique en ligne, suivant la procédure décrite au paragraphe 10 de l'article XII, et consignent le résultat du scrutin afin que celui-ci soit certifié par les scrutateurs.

b. S'agissant du vote en personne avec bulletin papier

- i. les procédures visées par les alinéas a, d, e, f et g du paragraphe 10 de l'article XII sont conduites après inscription des votants dans l'un des deux lieux de vote prévus, à savoir le Siège de la FAO et le Bureau de liaison de la FAO à New York;
- ii. en vertu de l'alinéa g du paragraphe 10 de l'article XII, le dépouillement du scrutin à l'extérieur du Siège de la FAO sera contrôlé grâce à la présence de scrutateurs et de surveillants dans les lieux de vote extérieurs ainsi que grâce à une liaison vidéo avec le Siège de la FAO;
- iii. le résultat du scrutin est établi sur la base de l'ensemble des votes déposés dans les deux lieux de vote et consigné par écrit; les scrutateurs du Siège de la FAO sont chargés de compter la totalité des suffrages exprimés et de certifier le résultat.

c. S'agissant de la procédure de vote simultané en personne et en ligne

- i. les dispositions prévues aux paragraphes a et b ci-dessus s'appliquent, étant entendu que le résultat du scrutin est établi sur la base du total des suffrages déposés en personne et par voie électronique en ligne;
- ii. les scrutateurs sont chargés de compter la totalité des suffrages déposés et de certifier le résultat.